

Table des matières

Avant-propos	7
---------------------------	---

Le « droit à la sécurité sociale » consacré par l'article 23 de la Constitution : quelle signification et quelle justiciabilité ?	11
--	----

DANIEL DUMONT

Introduction. Que peut l'article 23 de la Constitution pour la sécurité sociale ?	12
---	----

Section 1. Qu'est-ce que la sécurité sociale, la protection de la santé et l'aide sociale et médicale au sens de l'article 23 de la Constitution ? Vers une protection élargie	20
---	----

§ 1. Le droit fédéral de la sécurité sociale	23
--	----

§ 2. Le droit fédéré de la santé et de l'aide aux personnes.....	26
--	----

Section 2. Qui est débiteur du droit à la sécurité sociale ? Le principe de légalité.....	30
---	----

§ 1. La répartition des attributions entre la loi et le règlement dans les matières réservées à la loi	31
--	----

§ 2. Le principe de légalité déduit de l'article 23 de la Constitution, ou la consécration d'un « droit au législateur » en matière de protection sociale ?.....	34
--	----

§ 3. Le laisser-faire de la Cour constitutionnelle.....	36
---	----

§ 4. Prendre plus au sérieux le constat que la protection sociale est une matière expressément réservée à la loi	38
--	----

Section 3. Pas de prestations sociales sans devoirs ? La signification des « obligations correspondantes ».....	43
--	----

§ 1. Les obligations correspondantes, une notion désormais définie	45
--	----

§ 2. Les obligations correspondantes et la protection sociale.....	47
--	----

Section 4. Le droit à la sécurité sociale, un droit justiciable ? L'absence d'effet direct et ses (non-)conséquences.....	52
---	----

§ 1. Le droit à la sécurité sociale, un droit toujours invocable au contentieux objectif	54
--	----

§ 2. Les obligations (positives et négatives) déduites du droit à la sécurité sociale.....	58
Section 5. Comment juger les mises en œuvre du droit à la sécurité sociale ? La jurisprudence internationale à la rescousse du versant positif du droit à la sécurité sociale	61
Section 6. Peut-on défaire les mises en œuvre du droit à la sécurité sociale ? L'effet de standstill, ou le versant négatif du droit à la sécurité sociale.....	68
§ 1. L'établissement d'une atteinte à l'obligation de standstill : l'exigence d'un recul sensible en matière sociale.....	73
§ 2. L'identification de la norme servant de base à la comparaison : la formule du « point mobile »	79
§ 3. La vérification de la proportionnalité du recul (sensible) opéré : un contrôle substantiel et procédural	82
a) Présentation théorique	83
i) Le versant substantiel du contrôle de proportionnalité... 83	
ii) Le versant procédural du contrôle de proportionnalité... 85	
b) Le standstill face aux amoindrissements du niveau de la protection sociale dans la jurisprudence : une prise au sérieux variable	87
§ 4. Le standstill et la protection sociale, une rencontre riche de potentialités ?.....	94
Conclusion. La sécurité sociale et ses juges	97

La (non-)prise en compte du travail à temps partiel par la sécurité sociale : une première vue transversale

SOPHIE REMOUCHAMPS

Introduction	100
Section 1. L'adaptation de la sécurité sociale au phénomène du travail à temps partiel : à la recherche des options de base.....	106
§ 1. L'éclairage du droit international et européen.....	106
a) La Convention n° 175 de l'OIT sur le travail à temps partiel.....	107
b) L'accord-cadre européen sur le travail à temps partiel.....	109
c) La directive 79/07/CEE du 19 décembre 1978 relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans les domaines de la sécurité sociale	112
i) Le désavantage touchant principalement les femmes... 114	
ii) L'approche de la Cour en matière de justification des différences de traitement.....	116

§ 2. L'adaptation de la sécurité sociale au temps partiel en droit interne.....	119
Section 2. L'examen concret de l'incidence du temps partiel dans certaines branches de la sécurité sociale.....	123
§ 1. L'assurance soins de santé, indemnités et maternité.....	124
a) L'assurance soins de santé.....	124
b) L'assurance indemnités et maternité.....	126
i) Les conditions d'accès au droit.....	127
α. Le stage.....	128
β. Le maintien des droits.....	130
ii) Le calcul des prestations.....	131
c) Brève conclusion.....	133
§ 2. L'assurance chômage.....	134
a) Introduction.....	134
b) Le régime « général » applicable au temps partiel.....	138
i) La non-admissibilité des travailleurs dont la durée du travail est inférieure à 12 heures par semaine.....	138
ii) L'aménagement (relatif) des conditions d'admissibilité (stage).....	139
iii) L'indemnisation spécifique par « demi-allocations » pendant le chômage « complet ».....	141
α. Le montant (journalier) de l'allocation de chômage... ..	141
β. Le nombre de (demi-)allocations.....	144
iv) L'allocation de garantie de revenus (AGR).....	144
c) Conclusion.....	145
§ 3. Les pensions de retraite.....	146
a) La carrière.....	147
b) La rémunération.....	149
c) La pension minimum garantie.....	151
Conclusion.....	151

Les sanctions dans le domaine de la sécurité sociale : vue d'ensemble et questions d'actualité..... 155

IVAN FICHER et HADRIEN DASNOY

Introduction.....	156
-------------------	-----

Section 1. Les sanctions en droit de la sécurité sociale : notion, classification, qualification et développements légaux récents.....	157
---	-----

§ 1.	La notion de sanction en général	157
§ 2.	Essai de typologie des sanctions en droit de la sécurité sociale	158
a)	En fonction du destinataire visé	159
b)	En fonction de leur objet	160
c)	En fonction de leur qualification juridique.....	161
i)	Sanctions pénales au sens strict.....	161
ii)	Sanctions administratives à caractère répressif prédominant	162
iii)	Sanctions administratives à caractère civil.....	164
iv)	Des sanctions mixtes au régime hybride ?	165
d)	En fonction du rôle joué par les autorités judiciaires ou extrajudiciaires.....	165
§ 3.	Observations générales sur les sources des sanctions en droit de la sécurité sociale : persistance d'un émiettement malgré l'entrée en vigueur du Code pénal social.....	166
§ 4.	Récents développements dans différentes branches de la sécurité sociale.....	168
a)	En matière d'assujettissement et de cotisations dans la sécurité sociale des travailleurs salariés.....	169
i)	La « cotisation » de solidarité visée par l'article 22 ^{quater} de la loi du 27 juin 1969	169
ii)	La majoration sur les cotisations ordinaires prévues par l'article 28 de la loi du 27 juin 1969.....	170
iii)	Majoration de 200 % de la cotisation de solidarité pour non-déclaration des véhicules de société	171
iv)	Sanctions liées au mécanisme de responsabilité solidaire pour dettes sociales prévu par les articles 30 ^{bis} et 30 ^{ter} de la loi du 27 juin 1969	172
b)	En matière d'assujettissement au statut social des travailleurs indépendants	174
c)	Assurance chômage.....	175
d)	Assurance soins de santé et indemnités.....	176
e)	La cotisation d'affiliation d'office dans le domaine des accidents du travail	177
f)	En matière de droit à l'intégration sociale.....	178
g)	Conclusion intermédiaire.....	178
Section 2.	Examen de quelques questions transversales liées à la qualification pénale de certaines sanctions administratives.....	178

§ 1.	Incidence des principes généraux en matière de sanctions à caractère pénal.....	179
a)	Principe de légalité des délits et des peines.....	179
b)	Application dans le temps des lois pénales.....	182
c)	<i>Non bis in idem</i>	183
i)	Définition.....	183
ii)	La notion d'« infraction » (<i>idem</i>) – Jurisprudence européenne.....	184
iii)	... et nationale.....	185
iv)	La notion de condamnation ou d'acquittement « définitif ».....	191
v)	Conclusion intermédiaire.....	192
vi)	Vers une évolution du principe en cas de procédures « intégrées » ?.....	192
d)	Présomption d'innocence et règles en matière de charge de la preuve.....	195
§ 2.	Application aux sanctions en sécurité sociale de règles de droit pénal propres au Code pénal (ou à d'autres lois pénales particulières) ?.....	195
a)	Absence d'application automatique des règles internes de droit pénal.....	195
b)	Incidence des règles d'égalité et de non-discrimination....	197
§ 3.	Pouvoirs du juge en cas de recours contre une sanction à caractère répressif prédominant.....	198
a)	En général.....	198
b)	Quant à la modulation des sanctions.....	200
i)	Si la modulation est prévue dans le chef de l'autorité administrative.....	200
ii)	En l'absence de mesure de modulation prévue dans le chef de l'autorité administrative.....	202
iii)	Spécificités lorsque l'absence de sursis est considérée comme étant discriminatoire.....	205
§ 4.	Vers la mise en œuvre d'un principe <i>una via</i> en sécurité sociale ?.....	207
a)	Le principe <i>una via</i> en matière fiscale.....	207
b)	L'application du principe <i>una via</i> en matière pénale sociale.....	210
§ 5.	Délais applicables en matière de sanctions.....	211
a)	Délais de prescription.....	212

b) Délai raisonnable	213
i) Définition	213
ii) Point de départ du délai raisonnable.....	214
iii) Fin du délai raisonnable.....	217
iv) Appréciation du caractère raisonnable du délai envisagé.....	217
Conclusion	217